

A N N A L E S  
**BRETAGNE**  
PAYS DE L'OUEST

## **Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest**

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

**109-4 | 2002**

**Les étrangers dans l'Ouest de la France (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup>  
siècle)**

---

# À l'abri du terrorisme islamique

Des Algériennes exilées dans l'Ouest

**Dounia Bacha, Dalila Morsly et Fatiha Sahraoui**

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1542>

DOI : 10.4000/abpo.1542

ISBN : 978-2-7535-1488-1

ISSN : 2108-6443

### **Éditeur**

Presses universitaires de Rennes

### **Édition imprimée**

Date de publication : 20 décembre 2002

Pagination : 253-260

ISBN : 978-2-86847-794-1

ISSN : 0399-0826

### **Référence électronique**

Dounia Bacha, Dalila Morsly et Fatiha Sahraoui, « À l'abri du terrorisme islamique », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-4 | 2002, mis en ligne le 20 décembre 2004, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1542> ; DOI : 10.4000/abpo.1542

---

## TEMOIGNAGES :

# À l'abri du terrorisme islamique Des Algériennes exilées dans l'Ouest

*La vie traquée invente,  
invente une autre vie.*

Jean Sénac

Dounia BACHA

étudiante en maîtrise de sociologie, Université de Nantes

Dalila MORSLY

maître de conférences en sciences du langage, Université d'Angers

Fatiha SAHRAOUI

enseignante vacataire de français et d'arabe au lycée Les Sablières de La Roche-sur-Yon et à l'Université de Nantes

L'Ouest de la France, comme beaucoup d'autres régions de France accueille, dans les années 1993-1995, 1996..., des Algériens fuyant la terreur islamiste qui s'étend dans leur pays. Ces témoignages de femmes voudraient, très modestement, contribuer à l'histoire des étrangers dans l'Ouest de la France. Ils tentent de rappeler quels événements ont motivé le départ souvent précipité de ces femmes, de raconter l'installation en France et dans l'Ouest, de dessiner quelques aspects de ce qui est pour elles une nouvelle vie.

### **Arrivée en France et/ou dans l'Ouest**

Nous rappelons ici dans quelles conditions nous avons dû quitter notre pays et comment nous sommes arrivées dans l'Ouest.

**Fatiha :** J'arrive à La Roche-sur-Yon, avec mes trois enfants le 5 juillet 1995. Notre départ d'Algérie n'était pas programmé, encore moins réfléchi. Ce fut un départ précipité par les événements tragiques que connaissait alors notre pays. Un départ motivé par notre refus de connaître le même sort que beaucoup d'hommes et de femmes assassinés parce qu'ils disaient haut, bien haut : « Non à la barbarie, non à l'intégrisme, oui à la moder-

nité, oui à l'universalité... » Ce refus nous a conduit à partir, pour préserver la vie de nos enfants, la nôtre, pour, aussi, pensions-nous, poursuivre, de loin la lutte.

Je travaillais à cette époque au cabinet du ministre des Affaires sociales. Je m'occupais des demandes de subventions déposées par les associations. Les associations islamistes exerçaient des intimidations afin d'obtenir des subventions : nombreux coups de téléphone au ministère et à la maison. Personne au bout du fil, seulement des versets du Coran et la prière des Morts.

J'étais aussi engagée dans les associations de femmes qui se battaient pour leurs droits, contre le Code de la famille, contre la violence intégriste. Je participais le 8 mars 1995 au tribunal symbolique contre l'intégrisme, organisé par les associations féminines à l'occasion de la journée internationale de la Femme.

Ma fille, Amira a fait l'objet d'une tentative de kidnapping – les intégristes s'attaquaient aussi à nos enfants pour nous terroriser davantage. Elle sortait de l'école avec ses camarades quand un jeune homme s'est approché d'elle en l'appelant par son nom et en essayant de l'entraîner vers une voiture. Heureusement ses camarades ont réagi en s'accrochant à elle pour la retenir et en criant. Le jeune homme a abandonné. À la suite de cela, Amira a perdu l'usage de la parole pendant 5 jours et en arrivant à La Roche, elle a fait l'objet d'un suivi psychologique qui l'a peu à peu aidée à oublier ce cauchemar.

Bon, ce qui a finalement décidé de notre départ c'est le colis que nous avons trouvé devant notre porte en rentrant un jour : il contenait un linceul, un morceau de savon (celui avec lequel on lave les morts) et des versets du Coran. La menace de mort était on ne peut plus claire. Je suis partie le jour même, avec les enfants. Sans rien, pour ne pas attirer l'attention.

**Dounia :** Nous sommes d'abord arrivés, mon père et moi-même, en septembre 1994 à Marseille. Dans un second temps toute la famille est venue. Le départ fut pour ma part trop rapide, inattendu, brusque. Pourtant les circonstances en Algérie poussaient à ce départ. Mes parents avaient commencé, pendant les vacances scolaires de l'été 1994, à nous préparer à un départ éventuel, mais je n'y croyais pas. À la fin des congés, le départ était décidé. Il est évident que mes parents ne nous avaient pas vraiment consultés, nous les enfants. La décision était déjà particulièrement difficile à prendre, ils ne pouvaient, en plus, faire face à des obstacles de la part des enfants. Je pense que si nous sommes à l'heure actuelle en France, c'est parce que mes parents se sont d'abord inquiétés pour nous, leurs enfants. La conjoncture politique et sociale ne favorisait plus un épanouissement culturel de la jeunesse et si mes parents ont fait ce choix ils l'ont fait en fonction de notre avenir qui s'avérait sombre.

De plus, nous connaissions les valeurs des islamistes et le programme qu'ils préparaient pour les femmes. Nous étions deux filles et mes parents craignaient pour nous.

En effet, les menaces se faisaient de plus en plus précises. Mes parents en ont été victimes. Les murs de la maison que nous habitions ont été entièrement couverts d'inscriptions menaçantes, dans lesquelles « les fous de Dieu » nous sommaient de quitter les lieux. La mairie du village où nous habitions avait fait l'objet d'une explosion.

C'est cet ensemble de raisons, qui venait s'ajouter au nombre important de proches et d'amis qui avaient été sauvagement assassinés, qui a poussé mes parents à quitter et à nous faire quitter l'Algérie.

**Dalila :** Nous avons, mon époux et moi, quitté Alger en septembre 1994. Depuis plusieurs mois la question du départ se posait. Nous étions membres de plusieurs associations démocratiques et connus pour nos positions anti-intégristes. J'étais, en outre, présidente d'une association de femmes. Nous nous sentions de plus en plus cernés : mon nom était apparu dans la presse islamiste au sein d'une liste d'ennemis de l'islam. Chaque jour des amis proches étaient tués. La pression s'est agrandie lorsque nous avons constitué avec d'autres intellectuels le Comité Vérité sur l'assassinat du journaliste et poète Tahar Djaout. Nous réclamions qu'une véritable enquête soit engagée pour arrêter les auteurs de cet assassinat. Un des membres du Comité : le psychiatre Mahmoud Boucebci a été assassiné. Nous sentions que l'étau se resserrait. Les services de sécurité aussi, puisque la police a organisé autour de nous une surveillance : les abords de notre maison étaient surveillés, des policiers me suivaient et m'accompagnaient jusque dans mes salles de cours. Tout devenait une menace : un coup de fil, un coup frappé à la porte, il fallait changer sans cesse d'itinéraire, dormir chaque soir dans une maison différente, sachant parfaitement que toutes ces précautions étaient dérisoires. La vie devenait infernale.

Je prenais alors contact avec des collègues de l'UFR de linguistique de Paris V. On me proposa un poste de professeur associé que j'acceptai bien évidemment. Nous pensions qu'un éloignement d'une année nous permettrait de nous faire oublier et surtout que les choses reprendraient un cours normal. Malheureusement, la situation en Algérie, tout au long de l'année 1994 ne fit qu'empirer et je me résolus à candidater sur un poste. C'est ainsi que j'arrivai, avec mon époux, à Angers en septembre 1995.

**Repères :** Ces départs font suite à un contexte de terreur qui s'instaure en relation avec une série d'événements que nous rappelons de façon succincte :

– La crise politique ouverte par les révoltes (de jeunes) de 1988 est marquée par le passage au multipartisme. Profitant de cette « ouverture démocratique » le FIS, Front Islamique du Salut obtient l'agrément comme parti politique. Les actions violentes contre les femmes se multiplient.

– Le 26 décembre 1991, le FIS arrive en tête au premier tour des élections législatives en remportant près de 50 % des sièges avec 25 % des suffrages exprimés.

– Le 11 janvier 1992, le processus électoral est suspendu, ce qui, en France nourrira beaucoup de controverses.

Dessaisi de ce qu'il pense être sa victoire, le FIS organise une insurrection armée à Alger et sème la terreur. Les premières cibles sont les intellectuels et les femmes. Interdites de travail, de scolarité, obligées au port du hidjeb, elles sont de plus violées, assassinées.

L'insécurité des femmes est d'autant plus grave que déjà en 1984, une assemblée nationale entièrement FLN avait voté un Code de la famille discriminatoire pour les femmes. La promulgation de ce code avait été perçue par elles comme une concession majeure accordée à la mouvance islamique, composante déjà active au sein du parti unique et dans la société sous la forme de diverses associations qui s'étaient déjà signalées, dès la fin des années soixante-dix, par de nombreux actes de violence en direction des femmes et en particulier d'étudiantes bastonnées ou vitriolées dans l'enceinte même des cités universitaires.

### **Pourquoi l'Ouest ?**

Quels sont les faits qui ont déterminé notre installation dans l'Ouest ? Quelles difficultés ou quels soutiens avons-nous trouvés là ? C'est ce dont nous rendrons compte dans ce second temps de notre témoignage.

**Fatiha :** Pourquoi La Roche-sur-Yon ? C'est une ville jumelée avec une ville d'Algérie : Tizi-Ouzou. Des liens existaient donc avec la Kabylie et plus largement l'Algérie. Au cours de mes activités militantes à Alger, j'avais rencontré une femme qui s'était déjà exilée à La Roche et m'avait informée de ce jumelage. C'est donc, au départ, le hasard qui m'a conduite à La Roche. Mais je crois qu'aujourd'hui j'assume bien ce hasard. Bien sûr, j'ai dû, sur le plan professionnel, m'adapter. Comme je le disais plus haut, en Algérie je faisais partie des cadres : j'étais membre du cabinet du ministère du Travail et des Affaires sociales, chargée de certains dossiers (textes de lois, décrets, décisions...). En arrivant à La Roche j'ai d'abord effectué des petits boulots. Depuis j'ai trouvé du travail dans l'enseignement : j'enseigne le français dans un lycée avec des contrats renouvelés en fonction du nombre d'élèves ; j'enseigne aussi l'arabe (j'ai une formation de traductrice interprète arabe/français) sous forme de vacations à l'Université de Nantes. C'est une situation instable mais qui permet de survivre !

Ce qui a facilité mon « intégration » à La Roche c'est le fait qu'en arrivant, j'ai découvert un fort mouvement de solidarité en faveur des démocrates algériens. En particulier des associations s'étaient constituées pour soutenir le combat des femmes algériennes en faveur de l'abrogation du Code de la famille. J'ai ainsi continué mon combat.

**Dounia :** En ce qui me concerne, contrairement à Dalila et Fatiha, je suis arrivée dans l'Ouest tout à fait par hasard. Je suis dans l'Ouest parce que celui qui allait devenir mon mari travaillait en Vendée en qualité de vétérinaire inspecteur. Il est vrai que la région de l'Ouest est une région très productive dans le domaine agricole. J'y suis depuis deux ans, aux Herbiers.

**Dalila :** Ce sont les hasards des postes universitaires et des recrutements qui m'ont amenée à Angers, ville que je ne connaissais pas du tout. Un poste se libérait en sciences du langage. J'ai eu la chance d'être bien classée et de pouvoir ainsi en bénéficier.

À Angers, au moment où je suis arrivée, se mettait en place une association de soutien aux artistes algériens victimes de violence terroriste (Aïda). Cela m'a permis d'être très vite dans un réseau. Un peu plus tard je contribuais à la création d'une association de solidarité avec les femmes algériennes démocrates (Risfa). Je tentais de poursuivre à Angers la lutte en contribuant à accueillir les femmes et les hommes qui arrivaient fuyant des menaces de mort et à informer autour de ce qui se passait en Algérie.

## Remarques

Comme on le voit c'est le hasard qui a favorisé notre implantation dans l'Ouest. Aucune d'entre nous n'a sciemment choisi de venir dans cette région. Les Algériens sont davantage orientés vers les régions méditerranéennes de la France ou vers Paris, bien sûr, où ils retrouvent souvent des attaches. L'Ouest ne fait pas partie de *leur culture française*. Nous avons découvert l'Ouest, fait l'expérience d'une *étrangeté* plus forte, mesuré la relativité des stéréotypes comme celui de *la douceur angevine*, car la plupart d'entre nous souffre de manque de soleil et a tendance à associer douceur et rayons de soleil...

Pour nous l'Ouest a d'abord représenté une possibilité d'installation ou une possibilité de travail pour nous-mêmes ou pour notre conjoint. De ce point de vue, l'Ouest a été favorable pour des universitaires spécialistes de certaines disciplines et surtout titulaires d'un Doctorat d'État soutenu en France; pour des psychiatres à cause d'une demande, semble-t-il, importante dans la région (Angers, La Roche, et plusieurs autres petites villes); pour les vétérinaires et les spécialistes de l'agroalimentaire.

Mais il faut noter que de façon générale, pour beaucoup de femmes algériennes, l'exil a entraîné une dégradation de leur situation professionnelle. Le pourcentage de femmes au travail en Algérie est scandaleusement dérisoire (il est estimé à 8 %, mais l'on ne compte pas ici le travail informel où les femmes sont très actives). Cependant, la faible couche des femmes qui travaillent est hautement qualifiée. En arrivant en France (et dans d'autres pays qui ont accueilli des exilés), beaucoup ont dû abandonner leur métier pour un nouveau métier ne correspondant pas à leur expérience ou à leurs qualifications ou se résoudre à devenir femmes au foyer.

L'itinéraire de Fatiha le montre, mais aussi celui de beaucoup d'autres femmes comme Nadia, magistrate, qui travaille aujourd'hui dans une pompe à essence ; Malika institutrice qui est femme au foyer ; Latifa, professeur de philosophie dans le secondaire et Fariza, cadre d'entreprise, qui sont sans travail, etc. Beaucoup ont commencé par faire des ménages, du baby sitting, ou ont repris des études. Toutes ces reconversions ne se sont pas effectuées sans mal au plan personnel. En outre, le départ de ces femmes a constitué une véritable perte pour l'Algérie et pour le mouvement des femmes. En effet ces femmes ont contribué, en assumant des responsabilités importantes dans le monde du travail, à donner de ce fait une certaine visibilité aux femmes. Ce sont aussi souvent des militantes féministes qui ont collaboré à la création et à l'animation des associations de femmes et des luttes que celles-ci ont menées pour la reconnaissance des droits des femmes et l'abrogation du Code de la famille, contre la violence terroriste... Leur départ a, donc, durement affecté la mobilisation qui s'était développée de façon remarquable depuis le début des années quatre-vingt.

On voit aussi dans ces récits que ces femmes ont le souci de poursuivre leurs actions militantes. Cela a été le cas pour la majorité des Algériens et Algériennes venus chercher – et trouver – refuge en France. Ce souci qui sans aucun doute procédait d'une grande culpabilité à l'égard de tous ceux que l'on avait abandonnés là-bas, à l'égard de tous ceux qui avaient été assassinés, répondait aussi à un besoin de faire connaître aux amis français, ce que nous estimions être la vraie nature de l'islamisme politique en Algérie.

### **Les démarches administratives ? Comment se sont-elles déroulées ?**

**Fatiha :** Les démarches administratives ont été assez faciles pour nous. Nous avons été accompagnés par des membres des groupes de solidarité qui s'étaient constitués. La municipalité de la Roche-sur-Yon nous a beaucoup soutenus non seulement pour obtenir nos papiers mais aussi en nous hébergeant, en nous aidant jusqu'au moment où j'ai trouvé du travail. De plus, comme je l'ai déjà dit, une prise en charge psychologique a été décidée par le médecin qui a consulté mes enfants et particulièrement ma fille qui était alors âgée de six ans et demi.

**Dounia :** En arrivant d'Alger, ma famille et moi nous nous sommes installés dans un petit village des Alpes-de-Haute-Provence où des amis avaient mis à notre disposition une maison. Les démarches administratives étaient prises en charge par mon père. Nous avons subi toute la chaîne des récépissés autorisant l'asile territorial et valables trois mois. C'est une démarche longue et contraignante dans la mesure où tous les trois mois, il faut se rendre à la préfecture pour retirer un titre de séjour. Mais cela restait correct. Au bout de deux ans nous avons acquis un titre de séjour définitif (enfin de dix ans). Aux Herbiers, je n'ai pas eu à me préoccuper de ce problème.

**Dalila :** Les démarches pour obtenir un titre de séjour ont toujours été effectuées dans l'angoisse. Nous étions accablés par la quantité de papiers à fournir et à renouveler tous les trois mois. Cela nous donnait un sentiment d'insécurité permanent qui s'ajoutait à toutes les inquiétudes que nous procuraient les informations en provenance d'Algérie. Depuis 1998, date à laquelle nous avons obtenu notre carte de séjour, nous respirons. Il faut dire qu'au début on ne comprend pas bien que tout un processus se met en place, par lequel il faut nécessairement passer etc. Mais je tiens à souligner que dans l'ensemble, les conditions de réception dans les services pour étrangers à Angers, ont toujours été correctes, courtoises voire sympathiques avec certains employés avec qui nous discutons longuement. Surtout par rapport à ce que des amis nous décrivait pour des villes comme Paris, Marseille, Versailles, ou Pontoise.

Peut-être cela tient-il au fait que les étrangers sont moins nombreux à l'Ouest que dans d'autres régions ?

### **L'adaptation à la ville. Les liens sociaux**

Nous avons, ici, essayé de réfléchir à la façon dont nous existons dans nos villes respectives d'adoption, de dire aussi quels liens sociaux nous avons réussi à construire en ces quelques années.

**Fatiha :** Aujourd'hui, sept années après notre arrivée, après les difficultés du début qui étaient, pour les enfants comme pour moi, autant d'ordre matériel que psychologique, je peux dire que les choses se sont arrangées. Un bon réseau amical s'est constitué autour de nous. Les enfants sont bien adaptés à la ville et leur scolarité est tout à fait satisfaisante. Amira est une des meilleurs élèves de sa classe.

Je me suis créé de nombreux amis français qui appartiennent à différents milieux professionnels mais surtout des enseignants, des médecins, des artistes...

**Dounia :** Pour ma part, je suis étudiante donc je n'ai pas eu, encore, à affronter directement le monde du travail, même si j'ai un peu travaillé chez un éleveur de poulets. Mais je l'ai pris comme un boulot d'étudiante. Néanmoins, il est vrai que j'ai vécu ce départ du Sud de la France comme un deuxième exil. Peut-être ne l'ai-je pas clairement précisé, mais je suis arrivée en 1994 dans la région marseillaise, plus précisément dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Depuis mon arrivée en France, puis ici, je n'ai pas eu de difficultés d'adaptation particulière : je côtoie des étudiants, des universitaires, des cadres, des artistes, parmi lesquels beaucoup que je connaissais déjà en Algérie. Car nous sommes toujours nostalgiques de notre pays.

Par contre, j'ai éprouvé plus de difficultés à essayer de m'intégrer dans le milieu immigré. Je me suis rendu compte qu'il était difficile d'y avoir des



liens, et qu'au fond nous ne partageons pas du tout les mêmes points de vue : ni religieux, ni identitaires.

**Dalila :** Grâce aux associations, grâce au milieu des artistes que j'ai été amenée à connaître par mon compagnon qui est artiste peintre, grâce au travail, j'ai pu très vite rencontrer des Français et me constituer un environnement amical important. Nos relations se situent donc pour l'essentiel dans le milieu particulier des militants, des intellectuels et des artistes. Il est sociologiquement assez homogène. J'ai l'impression qu'en France ou en tout cas à Angers, les relations entre groupes sociaux différents sont plus difficiles qu'en Algérie. Une chose nous a beaucoup aidés : le maintien des liens entre Algériens exilés à travers toute la France : nous continuons de voir nos amis d'Alger et ils viennent souvent à Angers ; nous créons des occasions de nous retrouver. C'est un élément qui nous soutient tous très fort.

### Remarques

Le sentiment de Dounia à propos de la difficulté de rencontrer des Algériens émigrés en France depuis longtemps a été aussi ressenti par nous toutes et par la plupart des exilés. D'ailleurs les exilés refusent souvent assez vivement d'être désignés comme des *émigrés*. En effet, il semble que, paradoxalement (est-ce si paradoxal ?) des liens se soient tissés davantage avec les milieux français qu'avec les milieux algériens issus de l'immigration.

On a donc ici une intégration qui en passe davantage par des affinités culturelles liées à des préoccupations professionnelles ou politiques que par des affinités communautaires : les cultures d'origine pourtant très présentes dans les milieux algériens de l'exil, n'ont pas fonctionné comme ciment. Les exilés sont frappés par le poids de la revendication de l'identité islamique (la forme qu'elle prend, dans certains cas leur fait peur) et par des pratiques culturelles (à l'occasion des mariages par exemple) qui n'ont pas évolué selon la même dynamique qu'en Algérie.

Il faudra essayer de comprendre un jour ce qui se joue, dans le silence et l'implicite, à travers les attitudes différentes de tous ces Algériens que l'histoire a jeté, dans des conjonctures différentes mais toujours dramatiques, sur le sol de France.